REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

4 MAI 2017

CONVOCATION : 24 AVRIL 2017

EN EXERCICE : 13

PRESENTS : 10

VOTANTS : 13

L'an deux mil dix-sept, le 4 mai à 20h30, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique, sous la présidence de Monsieur Bruno BETHENOD, Maire.

Présents : M. PONSOT Gérard, M. BETHENOD Bruno, Mme DESCHAMPS Martine, M. ROY Sylvain, M. SALIN Jean-Yves, M. MOYEMONT Thierry, Madame ROCHE Fanny, Madame DENIZOT Nicole, Mme PIZZATO Armelle, M. COQUILLOT Frédéric

Absents excusés : Mme AMIZET Jocelyne donne pouvoir à M. PONSOT, Mme De LOISY donne pouvoir à M. ROY Sylvain, M. AFFANE donne pouvoir à M. COQUILLOT

Absent :

ORDRE DU JOUR

- Bilan de la concertation préalable de la modification de droit commun n°2 et motivation de l'ouverture à l'urbanisation d'une zone au regard de l'article L. 153-38 du Code de l'Urbanisme
- Retrait des dispositions relatives au pouvoir de police prises dans la délibération du 21.03.17
- Revalorisation de l'indice brut terminal des indemnités de fonction des élus
- Réfection du mur du chemin de l'Abreuvoir
- Mandat de vente pour les lots Clos de la Barotte et Ficelles II
- Budget primitif budget annexe Clos de la Barotte - rectificatif
- Questions diverses

Madame Martine DESCHAMPS est élue secrétaire de séance.

BILAN DE LA CONCERTATION PREALABLE DE LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN n°2 – n°17050401

Exposé de M. le Maire

Le Maire d'Arceau a décidé par arrêté n°2016-04 en date du 19 juillet 2016 de prescrire la modification de droit commun n°2 du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 7 février 2006 en vue de permettre la délocalisation et la réalisation d'une tente de réception au sein du parc du château d'Arcelet et, parallèlement de permettre le développement modéré et le changement de destination du bâtiment de l'orangerie sis au sein du parc.

Par délibération en date du 29 février 2016 le Conseil Municipal d'Arceau a notamment défini les modalités de concertation prévues à l'article L.103-2 du code de l'urbanisme (rappelées au sein de la délibération complémentaire en date du 18 juillet 2016), qui pour mémoire étaient les suivantes :

- *Affichage en Mairie ;*
- *Mise à disposition de documents présentant le projet de modification n°2 du PLU ;*
- *Mise à disposition d'un registre de concertation en Mairie : Les observations pourront être adressées à Monsieur le Maire par courrier ou être consignées dans un registre tenu à la disposition du public, à la Mairie, aux jours et heures habituelles d'ouverture, soit le mardi de 14h à 19h et le jeudi de 9h à 12h ;*
- *Tenue d'une permanence d'élu annoncée à la population communale en temps utile par procédé adapté ;*
- *A l'issue de la concertation, Monsieur le Maire en dressera le bilan au regard des observations émises. Il le présentera devant le Conseil Municipal qui en délibérera ;*

M. le Maire a établi le bilan de cette concertation dans un document réalisé avec le concours du cabinet DORGAT, intitulé "*Bilan de la concertation*". Il en présente la synthèse au Conseil Municipal.

Au cours de cette synthèse, le Conseil s'exprime sur la suite à donner aux remarques faites par la population.

I – Rappel du déroulement de la concertation

La délibération en date du 29 février 2016, fixant les modalités de la concertation et lançant la procédure de modification de droit commun n°2 a été affichée en Mairie le 1^{er} mars 2016 et ce pendant une période d'un mois. Une publicité informant de la prescription de la modification de droit commun n°2 est parue dans LE BIEN PUBLIC du 4 mars 2016.

De même, l'arrêté du Maire n°2016-04 en date du 19 juillet 2016 ainsi que la délibération complémentaire en date du 18 juillet 2016 ont fait l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois à compter du 21 juillet 2016. Une publicité informant de la prescription de ces actes est parue dans LE BIEN PUBLIC du 23 juillet 2017.

Un registre de concertation destiné à recueillir les observations du public a été ouvert à partir du 1^{er} mars 2016 par Monsieur Bruno BETHENOD, Maire d'ARCEAU, et ce jusqu'au 7 avril 2017 inclus, où il a été clos par Monsieur le Maire. Il a été mis à la disposition du public durant cette période aux jours et heures habituels d'ouverture du secrétariat de la Mairie soit : le mardi de 14h à 19h et le jeudi de 9h à 12h.

Un article sur la modification de droit commun n°2 est paru dans le flash info n°43 de la Commune du 3 juillet 2016. Un avis a en outre été transmis dans les boîtes aux lettres de la Commune le 27 février 2017 pour informer les habitants de la mise à disposition d'un dossier de concertation complet et de la date de fin de la concertation.

Le registre d'observations a enregistré 10 interventions de la population, dont 2 observations sous forme de lettres adressées à la Mairie.

Monsieur le Maire a tenu une permanence en date du 7 mars 2017 préalablement indiquée dans l'avis de concertation précité déposé dans les boîtes aux lettres des habitants en date du 27 février 2017.

Le dossier de concertation a été alimenté au fur et à mesure de l'avancée des études :

1. Dès le 1^{er} mars 2016 mise à disposition en Mairie de la délibération de lancement de la modification de droit commun n°2.
2. Dès le 21 juillet 2016 mise à disposition en Mairie de la délibération de lancement complémentaire de la modification de droit commun n°2 et de l'arrêté de lancement du Maire.
3. Dès le 21 juillet 2016 mise à disposition en Mairie des prémisses de la notice explicative de la modification de droit commun n°2
4. A partir du 27 février 2017, mise à disposition en Mairie d'un dossier de concertation complet, aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie : le mardi de 14h à 19h et le jeudi de 9h à 12h. Cette mise à disposition s'est effectuée également sur le site internet du Cabinet DORGAT, chargé de la modification du PLU, via le lien transmis et indiqué dans l'avis de concertation publié dans toutes les boîtes aux lettres (et rappelé au sein même du registre de concertation).
5. Les services de l'Etat et les autres personnes publiques associées ont été rencontrés au cours de plusieurs réunions ou RDV de travail dont :
 1. 06 septembre 2016 avec l'architecte des bâtiments de France
 2. 07 novembre 2016 avec la Direction Régionale des Affaires Culturelles

Trois personnes publiques associées ont transmis un courrier suite à la notification de la délibération de lancement du 29 février 2016, il s'agit :

- De la CCI CÔTE D'OR par courrier en date du 24 août 2016
- Du Syndicat mixte du SCOT du Dijonnais par courrier en date du 30 juillet 2016
- Du Préfet de la Côte d'Or par courrier en date du 9 août 2016

Les deux premiers courriers permettent de témoigner de la volonté des personnes publiques d'être associées à la procédure. Le dernier est un courrier d'information rappelant certaines dispositions du Code de l'Urbanisme.

II - Observations et demandes émises, analyse et suite à donner

M. Le Maire, après avoir pris conseil auprès de DORGAT, propose l'analyse suivante :

A. Les six interventions d'informations et d'avancement du dossier

Remarque n°1 en date du 08/03/2016
Remarque n°2 en date du 29/03/2016
Remarque n° 4 en date du 03/05/2016

Remarque n° 5 en date du 31/05/2016

Remarque n° 6 en date du 07/06/2016

Remarque n° 8 en date du 14/06/2016

Monsieur le Maire précise que l'ensemble de ces remarques porte principalement sur le constat d'alimentation du registre de concertation. Il souligne à ce titre que le registre de concertation a été ouvert au moment de la délibération de lancement de la procédure avant l'élaboration des pièces projets, ce qui explique que ce dernier n'ait été alimenté que plus tard (Il rappelle notamment que le projet a fait l'objet d'une étude de solution alternative nécessitant l'organisation de différentes réunions avec les services de la DRAC, temps d'intervention et de phase de décision qui ont également retardé la remise des éléments de base de la concertation. Toutefois, une fois la solution alternative retenue (début juillet 2016 – date de la délibération complémentaire) le dossier de concertation a été alimenté par une notice explicative dans la foulée et par l'ensemble du dossier de modification courant février 2017 après réception du compte-rendu de la réunion avec les services de la DRAC validant les options retenues).

Proposition de suite à donner : Ces observations n'appellent pas de modifications des pièces du dossier de modification.

B. Les deux interventions de désaccord

Remarque n°7 de M. MARIVET en date du 07/06/2016

Remarque n°9 de M. NEERKORN en date du 28/07/2016

Remarque n° 10 de M. NEERKORN en date du 14/03/2017

Monsieur le Maire prend acte des désaccords. Il souligne toutefois que les trois désaccords enregistrés ont été formulés par deux habitants (un habitant s'étant exprimé deux fois) et précise également que les premiers désaccords ont été formulés avant modification du projet.

Proposition de suite à donner : Ces observations n'appellent pas de modifications des pièces du dossier de modification.

C. La solution alternative

Remarque n°3 déposée par un collectif d'habitant en date du 19/04/2016

Monsieur le Maire rappelle que cette solution alternative a déjà été prise en compte et étudiée en étroite concertation avec les services de la DRAC, il précise notamment que le dossier de concertation finalisé répond à la solution alternative proposée, si ce n'est que le parking est à l'extérieur du parc.

Proposition de suite à donner : cette observation n'appelle pas de modifications des pièces du dossier de modification.

A l'issue de ce récapitulatif, il conviendra de confier à DORGAT une relecture générale du dossier de modification de droit commun n°2 pour intégrer les différentes modifications qui seront retenues suite aux dernières contributions des PPA le cas échéant, et pour s'assurer de la cohérence générale du document.

Le cabinet pourra rectifier le cas échéant toute erreur matérielle ou compléter autant que de besoin certaines rédactions, du moment qu'elles n'apportent pas de modifications règlementaires, sans quoi elles seraient alors soumises au vote du Conseil.

M. Le Maire relève que l'ensemble des réunions et autres modalités de la concertation n'ont pas fait apparaître d'opposition généralisée au projet (10 interventions au registre et en lettres). Les observations portent essentiellement sur des demandes d'informations et sur un état d'avancement du dossier de concertation. Une solution alternative a été proposée, étudiée et retenue par la Municipalité. Seule une remarque de désaccord est portée sur le projet retenu par la municipalité.

Les remarques de la part de la population ne sont pas rédhitratoires pour le projet de modification de droit commun n°2. M. Le Maire constate qu'aucune remarque ne nécessite de modifier le dossier de concertation.

En conclusion, M. le Maire propose au Conseil Municipal de tirer un bilan globalement positif de cette concertation, sur la base des réponses apportées aux remarques ci-avant et de demander au bureau d'études de compléter au besoin le dossier afin de garantir sa cohérence globale après relecture.

Puis lorsque le bureau d'études aura complété au besoin le dossier, ce dernier pourra alors être notifié aux personnes publiques associées avant l'organisation de l'enquête publique.

OSOSOSOS

- **Considérant** que les modalités de la concertation préalable prévues par la délibération ouvrant la concertation ont bien été respectées ;

- **Considérant** le bilan globalement positif qui peut être dressé de cette concertation ;

VISA

- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 103-2 relatif à la concertation;
- Vu l'arrêté du Maire n°2016-04 en date du 19 juillet 2016 prescrivant la modification de droit commun n°2
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date 29 février 2016 fixant les modalités de la concertation prévue à l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme ;
- Vu la délibération complémentaire du Conseil Municipal en date 18 juillet 2016 rappelant les modalités de la concertation prévue à l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme;
- Vu le bilan dressé par le Maire à l'issue de cette concertation préalable en date du 24 avril 2017 présenté au Conseil Municipal pour qu'il en délibère ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir débattu, le Conseil Municipal délibère et décide à 13 voix pour,

PREND ACTE des observations émises pendant la concertation et du bilan qui en a été tiré par le Maire ;

CONSTATE que la concertation n'a pas eu pour effet de remettre en cause les principaux choix et orientations de la modification de droit commun n°2 **et DECIDE de considérer le bilan de la concertation comme globalement favorable ;**

DECIDE de poursuivre la procédure en confiant au cabinet DORGAT la charge d'établir un point récapitulatif des modifications à prévoir qui semblent s'imposer pour la cohérence d'ensemble du dossier de modification avant la notification aux personnes publiques associées.

La présente délibération sera affichée pendant un mois en Mairie.

JUSTIFICATION DE L'UTILITÉ DE L'OUVERTURE A L'URBANISATION D'UNE ZONE AGRICOLE NATURELLE – n°17050402

Exposé de M. le Maire

A titre liminaire Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 29 février 2016, le conseil municipal d'ARCEAU a prescrit le lancement de la modification n°2 du PLU approuvé le 7 février 2006.

Il rappelle également que cette modification, lancée sous le régime de la modification de « droit commun » a pour objectif de permettre le maintien de l'activité touristique, culturelle, économique et commerciale du château d'Arcelot via la délocalisation et la création de la tente de réception (actuellement implantée au sein du bâtiment de l'Orangerie) au sein du parc du château.

Une telle délocalisation implique nécessairement la création d'un secteur de taille et de capacité d'accueil limité au sein de la zone naturelle et agricole afin de permettre d'étendre le champ d'occupation actuel en autorisant (au sein de ces seuls secteurs) les constructions, installations, équipements et aménagements nécessaires au développement de l'activité touristique, économique et culturelle du château d'Arcelot.

Il rappelle également que le bâtiment de l'Orangerie n'était pas considéré au moment de l'approbation du PLU (2006) comme bâtiment à destination d'habitat, les dispositions de l'article L.151-12 du Code de l'Urbanisme (*permettant les bâtiments d'habitation existants implantés en zone naturelle peuvent faire l'objet d'extension ou d'annexe dès lors que ces dernières ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site*) ne peuvent lui être appliqués. Aussi, il convient donc d'adapter la réglementation via la création d'un secteur d'emprise très restreinte aux seuls abords des bâtiments de l'Orangerie afin de permettre leur changement de destination ainsi que la réalisation d'extension, d'annexe ou de réhabilitation très modérées. La création d'un tel secteur permet également l'ouverture à l'urbanisation de la zone naturelle à des destinations de construction non prévues initialement dans le PLU de 2006.

Monsieur le Maire fait lecture de l'article L.153-38 du Code de l'Urbanisme et explique ainsi que *« lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones »*.

A noter que s'agissant de l'ouverture à l'urbanisation de la zone naturelle sur le bâtiment de l'Orangerie, la création du secteur de taille et de capacité d'accueil limitée permet le changement de destination des bâtiments actuels et leur développement modéré pour éviter que ces derniers ne tombent en désuétude. L'utilité de cette ouverture est motivée par le maintien des bâtiments existants et ne saurait trouver application sur l'ensemble des autres zones. Il ne s'agit pas là de développer le site de l'orangerie, mais simplement d'encadrer son développement éventuel.

Sur les capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et sur la faisabilité opérationnelle du projet porté par la modification de droit commun n°2 au sein de ces zones monsieur le Maire apporte les éléments de précisions suivants. Il rappelle à ce titre que le PLU de 2006 prévoit plusieurs zones d'urbanisation : les zones urbaines UA, UD à dominante d'habitat et UF réservée aux activités économiques peu nuisantes, les zones à urbaniser AU à vocation d'habitat et AU-F, AU-L à vocation d'activité et de loisirs respectivement.

- **S'agissant de l'ensemble des zones d'habitat : UA, UD, AU**

Conformément au règlement du PLU de 2006 il est rappelé que la zone UA couvre les centres anciens des trois hameaux et est une zone au bâti relativement structuré réservée principalement à l'habitat et aux activités qui en sont le complément naturel. La zone UD est une zone peu dense réservée principalement à l'habitat, elle comprend un secteur Uda au sein duquel le COS était initialement limité pour faciliter l'intégration paysagère. La réglementation de cette zone interdit toutes constructions sauf celles limitativement énumérées (habitat et ses annexes, bureaux et services intégrés à un bâtiment d'habitation). Enfin, la zone AU couvre les secteurs à caractère naturel destinés à être ouverts à l'urbanisation sous forme de secteurs résidentiels (dont la typologie sera basée sur celle des zones UD).

L'ensemble de ces zones fait aujourd'hui l'objet d'une urbanisation plus ou moins conséquente, seuls quelques espaces encore inexploités sont recensés sur le territoire de Fouchanges (UD et AU), puis Arceau (UAa, Uda et AU). Une zone à urbaniser AU encore inexploitée est également

présente sur le territoire d'Arcelot mais cette dernière fait l'objet d'une Zone d'Aménagement Concerté « Les Vignes du Château » dont le dossier de création a été approuvé en 2008 prévoyant la création d'un quartier d'habitat.

Toutefois l'emprise de ces zones, et notamment leur proximité avec l'habitat ne permettent pas la création (dans des conditions optimales) d'une tente de réception et de son aire de stationnement. En effet, comme indiqué dans le registre de concertation de la procédure, les nuisances sonores engendrées sont manifestement incompatibles avec la tranquillité du voisinage et seraient plus propices au développement de conflits de voisinages.

C'est pour l'ensemble de ces raisons que la faisabilité opérationnelle du projet n'est pas assurée en zone urbaine à destination d'habitat.

- **S'agissant de l'ensemble des zones économiques : UF, AU-F**

Monsieur le Maire rappelle que la zone UF est réservée à l'accueil d'activités économiques peu nuisantes. La zone AU-F couvre un secteur d'urbanisation réservé à l'accueil d'activité économique dans le prolongement de la zone UF existante.

Ces deux zones situées sur le hameau d'Arcelot présentent encore des capacités d'urbanisation, notamment pour la zone AU-F d'une emprise de 6.8 hectares environ (la zone UF est presque entièrement urbanisée et ne présente pas l'emprise nécessaire à l'accueil du projet). Toutefois, la zone AU-F est située à proximité immédiate des habitations engendrant les problèmes de cohabitations ci-avant évoqués en zone d'habitat.

En outre, la consommation des terres réservées à l'implantation d'activité est incompatible avec le développement de l'activité économique du village. En effet, il est rappelé que seul le hameau d'Arcelot permet l'implantation d'activités économiques au sein de zones spécifiques. L'urbanisation de ce secteur pour la création du projet ne permettrait ainsi pas la mise en œuvre des orientations du PADD, notamment en matière d'économie, et restreindrait l'optimisation du foncier de la zone.

En outre, au lieu-dit en Vacherotte (en limite du territoire), la zone d'activité AU-F-t est spécifiquement réservée à l'accueil d'activités liées au transport et ne justifie pas l'implantation d'une tente de réception.

- **S'agissant de la zone de loisirs : AU-L**

Enfin, la zone AU-L est destinée à être aménagée pour l'accueil d'activités de loisirs de plein air liées à l'existence de plans d'eau résultant de l'exploitation de gravières ou d'un centre équestre. Monsieur le Maire rappelle que sont seuls autorisés les abris de jour et extension d'abris de jour sous strictes conditions.

Les capacités d'urbanisation de cette zone ne permettent donc pas de satisfaire à la mise en œuvre du projet.

Aussi, au regard de la capacité d'urbanisation encore inexploitée des zones urbanisées et de la faisabilité opérationnelle du projet tel que constituant l'objet de la modification de droit commun n°2 justifie que les zones agricoles et naturelles (pour leurs seules emprises sises au sein des secteurs de tailles et de capacité d'accueil limitées) soient ouvertes à l'urbanisation. Monsieur le Maire rappelle également aux membres du conseil que l'emprise des secteurs nouvellement créés a été restreinte aux besoins de développement des constructions autorisées.

- **Considérant** que la modification de droit commun n°2 prévoit la création de deux secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées permettant une ouverture à l'urbanisation des zones agricoles et naturelles du PLU de 2006 ;

- **Considérant** les capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la non faisabilité opérationnelle du projet au sein de ces dernières ;

VISA

- Vu la délibération du 7 février 2006, approuvant le Plan Local d'Urbanisme d'ARCEAU ;
- Vu l'arrêté du Maire n°2016-04 en date du 19 juillet 2016 prescrivant la modification de droit commun n°2 ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date 29 février 2016 fixant les modalités de la concertation prévue à l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme ;
- Vu la délibération complémentaire du Conseil Municipal en date 18 juillet 2016 rappelant les modalités de la concertation prévue à l'article L. 103-2 du Code de l'Urbanisme ;
- Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.153-38 ;
- Vu le dossier de modification de droit commun n°2 tel que présenté au conseil.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir débattu, le Conseil Municipal à 13 voix pour **DÉLIBÈRE et DÉCIDE** :

- **Rappelle** que le projet de modification de droit commun n°2 permet l'ouverture à l'urbanisation des zones agricoles et naturelles du PLU de 2006

- **Constata** que la faisabilité opérationnelle du projet tel qu'exposée par M. le Maire n'est pas réalisable au sein des zones d'urbanisation encore inexploitées.

- **Justifie** l'ouverture à l'urbanisation des zones agricoles et naturelles du PLU de 2006, notamment à travers les deux secteurs de taille et de capacité d'accueil limités créés.

La présente délibération sera affichée pendant un mois en Mairie.

RETRAIT DES DISPOSITIONS RELATIVES AU POUVOIR DE POLICE PRISES DANS LA DELIBERATION DU 21.03.2017 – n°17050403

Vu la délibération n°17032101 du 21 mars 2017 portant opposition au transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme et de pouvoirs de police spéciale ;

Vu l'article L. 5211-9-2 du code général des collectivités territoriales qui prévoit le transfert de police spéciale du maire vers le président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) dont la commune est membre, dans un certain nombre de domaines de compétences ;

Considérant qu'il appartient au maire de notifier son éventuelle opposition au transfert automatique desdits pouvoirs de police spéciale au président de la communauté de communes dont sa commune est membre ;

Considérant qu'une délibération du conseil municipal s'opposant au transfert de plein droit d'un pouvoir de police spéciale du maire est illégale pour cause d'incompétence de l'assemblée municipale,

Le conseil municipal, à l'unanimité,

RETIRE les dispositions relatives au pouvoir de police spéciale du maire de la délibération n°17032101 du 21 mars 2017

DIT que les dispositions relatives à la compétence Plan Local d'Urbanisme restent valables.

DIT que la présente délibération sera notifiée au Président de la communauté de communes Mirebellois et Fontenois.

REVALORISATION DE L'INDICE BRUT TERMINAL DES INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS – n°17050404

Le conseil municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2123-20 à L. 2123-24 et R.2123-23 ;

Considérant la délibération du 29 mars 2014 fixant le montant des indemnités de fonction du maire et des adjoints en faisant référence à l'ancien indice brut terminal 1015,

Considérant que la commune compte 811 habitants,

Considérant que pour une commune de 811 habitants le taux de l'indemnité de fonction du maire est fixé, de droit, à 31% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,

Considérant que pour une commune de 811 habitants le taux maximal de l'indemnité de fonction d'un adjoint est fixé à 8,25 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique,

Considérant l'obligation de respecter l'enveloppe indemnitaire globale composée du montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire et aux adjoints en exercice,

Considérant que si par principe, les fonctions électives sont gratuites, les élus municipaux peuvent bénéficier d'indemnités de fonction qui viennent compenser les dépenses et les sujétions qui résultent de l'exercice de leur charge publique,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des adjoints pour l'exercice de leurs fonctions dans la limite des taux fixés par la loi,

DECIDE, à l'unanimité, avec effet au 1^{er} janvier 2017 :

Article 1^{er} : Le montant des indemnités de fonction du maire et des adjoints est, dans la limite de l'enveloppe indemnitaire globale, fixé aux taux suivants :

Maire : 31 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ;

1^{er} adjoint : 8,25% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ;

2^e adjoint : 7 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ;

3^e adjoint : 7 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ;

Article 2 : Les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice.

Article 3 : Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

REFECTION DU MUR DU CHEMIN DE L'ABREUVOIR –n°17050408

Le mur du chemin de l'Abreuvoir nécessite d'être restauré puisqu'il s'agit d'un mur de soutènement. Monsieur le Maire présente le devis de l'Association DEFIS (anciennement Avenir Environnement), pour sa réfection.

Le conseil municipal, sous réserve d'obtenir l'aide du conseil départemental pour l'encadrement technique,

DECIDE de restaurer le mur du Chemin de l'Abreuvoir

APPROUVE le devis de DEFIS de 20.359,00 € dont 13.860,00 € pour l'encadrement technique et 6.499,00 € pour les matériaux,

SOLLICITE le concours financier du conseil départemental dans le cadre du dispositif Plan Patrimoine Insertion pour la prise en charge des frais liés à l'encadrement technique,

DIT que les crédits sont prévus au budget.

MANDAT DE VENTE POUR LES LOTS CLOS DE LA BAROTTE – n°17050405

Vu la délibération n°16121204 du 12 décembre 2016 décidant la création d'un budget annexe « Le clos de la Barotte »,

Le conseil municipal, à l'unanimité,

AUTORISE le Maire à signer un mandat de vente simple avec l'agence BRISAC - Du PARC, mandataire, pour la vente des lots.

MANDAT DE VENTE LOT 3 DU LOTISSEMENT FICELLES II – n°17050406

Vu du 9 décembre 2014 fixant le prix des lots du lotissement Ficelles II,
Considérant que le lot 3 reste à la vente à ce jour,

Le conseil municipal, à l'unanimité,

AUTORISE le Maire à signer un mandat de vente simple avec l'agence BRISAC - Du PARC,
mandataire.

BUDGET PRIMITIF BUDGET ANNEXE CLOS DE LA BAROTTE – RECTIFICATIF – n°17050407

Vu la délibération n° 17032124 du 21 mars 2017 adoptant le budget primitif du budget annexe « Le
clos de la Barotte »,

Considérant l'enregistrement informatique des données budgétaires à l'arrondi,

Le conseil municipal, à l'unanimité, ADOPTE le budget primitif comme suit :

FONCTIONNEMENT :

. dépenses : 325.608,00 €

. recettes : 325.608,00 €

INVESTISSEMENT :

. dépenses : 121.988,00 €

. recettes : 203.620,00 €

Soit un excédent de : 81.632,00 €

QUESTIONS DIVERSES

▪ Enfouissement des réseaux à Fouchanges : Monsieur le Maire indique que le SICECO réalise les travaux d'enfouissement qui sont prioritaires, ce qui n'est pas le cas pour la traversée de Fouchanges. Les travaux d'enfouissement représentent des coûts importants pour le syndicat.

Une demande peut être faite mais sera refusée par le SICECO.

▪ M. ROY indique que les bordures du rond-point des Savelles sont fortement endommagées.

▪ M. COQUILLOT signale qu'il a fait un dépannage informatique pour l'école.

▪ Mme ROCHE signale la présence de nombreux trous «chemin de la Ladrie », malgré la récente réfection.

▪ La parole est donnée à M. Jean-François SALIN, présent dans la salle :

Stationnement difficile ruelle d'Avot :

M. SALIN demande si il est possible d'envisager des places de parking le long de chez Monsieur MANGIONE. → cette solution n'est pas possible compte tenu de la largeur.

Arrêts de bus à Arcelot ligne régulière 34 :

M. SALIN demande la réactivation des deux arrêts de bus à Arcelot (le bus ne s'arrête qu'à l'arrêt « Les Charmes ».)

Il lui est répondu que cela dépend du Conseil Départemental qui n'a jamais répondu favorablement aux précédentes demandes. En effet, selon le Département, les points d'arrêts doivent être limités dans chaque commune pour que la ligne soit attractive en termes de temps de parcours et de confort de la ligne.

Monsieur SALIN demande alors la possibilité de changer le point d'arrêt en début d'année scolaire, en fonction des besoins connus.

Cette demande sera faite auprès du Conseil Départemental.

▪ Monsieur le Maire indique qu'il a reçu une nouvelle proposition pour la réfection des gouttières du bâtiment de la mairie et l'appentis : 9.520,05 € H.T..

La séance est levée à 22h00